Extrait du registre des délibérations

Séance du 29 Avril 2025

L' an 2025 et le 29 Avril à 18 heures 15 minutes , le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué , s' est réuni au nombre prescrit par la loi , dans le lieu habituel de ses séances , sous la présidence de CLAUDE Christelle Maire

Présents : Mme CLAUDE Christelle, Maire, Mmes : BELARGENT Julie, SCHROETER Emilie, MM : BELLORTI David, CLAUSSE Emmanuel, CORNEVIN Hervé, THIBAUT Jean-Claude, THIVET Eric

Excusé(s) ayant donné procuration : Mme SCHROETER Ursule à Mme SCHROETER Emilie

Absent(s) : M. THIBAUT Johann

Nombre de membres

- Afférents au Conseil municipal : 10
- Présents : 8

Date de la convocation : 18/04/2025

Date d'affichage : 18/04/2025

Acte rendu exécutoire

après dépôt en SOUS-PREFECTURE DE LANGRES

le : 06/05/2025

A été nommée secrétaire : Mme SCHROETER Emilie

réf : 2025/23 DEMANDE ADHESION AU SDED 52 DU SI DU NORD BASSIGNY ET MISE A JOUR DES STATUTS

Le Conseil municipal,

Vu la délibération du Syndicat Intercommunal du Nord Bassigny du 29 janvier 2025 demandant son adhésion au SDED 52 pour le transfert de sa compétence « TIC ».

Vu la délibération du SDED 52 du 27 mars 2025 acceptant l'adhésion du SIE et prenant acte du transfert concomitant de sa compétence « TIC ».

Considérant que suite à ces adhésion et transfert de compétence les annexes aux statuts du SDED 52 doivent être mis à jour, ainsi que par ailleurs d'autres mises à jour des annexes sont apportées.

En vertu des articles L5211-18 et L5211-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, les membres disposent de 3 mois à compter de la notification de la délibération du SDED 52 pour se prononcer sur la demande d'adhésion et les modifications statutaires.

En conséquence,

Après en avoir délibéré à ***l'unanimité***

Le conseil municipal,

- donne un avis favorable

- à la demande d'adhésion du SI du Nord Bassigny

- aux modifications statutaires du SDED 52, dont une copie est jointe à la présente délibération.

à l'unanimité (pour : 9 contre : 0 abstentions : 0)

réf : 2025/24 MODIFICATION DU TEMPS DE TRAVAIL D'UN EMPLOI

Le Maire expose au Conseil Municipal la nécessité de modifier la durée hebdomadaire de travail de l'emploi permanent d'un adjoint administratif principal de 1ère classe en qualité de secrétaire générale de mairie (grade) à temps non complet à 26/35 afin d'adapter le réel besoin de la collectivité.

Cette augmentation du temps de travail étant inférieure à 10%, l'avis du Comité Social Territorial n'est pas requis.

Après avoir entendu le Maire dans ses explications complémentaires et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

DECIDE ▪ de porter, à compter du 01/09/ 2025 de **26/35** à **28/35** le temps hebdomadaire moyen de travail de l'emploi permanent d'adjoint administratif principal de 1ère classe en qualité de secrétaire générale de mairie (grade)

PRECISE ▪ que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice.

à l'unanimité (pour : 9 contre : 0 abstentions : 0)

réf : 2025/25 DROIT DE PREEMPTION DE LA COMMUNE DE TERRAINS BOISES - RENONCIATION

Le Maire informe le conseil municipal que Maître Nicolas Gendrot nous fait part que le propriétaire de la parcelle boisée, qui est contiguë à notre propriété, a l'intention de vendre .

La vente porte sur les parcelles ci dessous
-D445 "la Valdingue" 1ha30a37ca - taillis
-D903 "Le Mal au Mont" 17a72ca - taillis
-D904 "Le Mal au Mont" 52ca - taillis

soit une surface totale de 1ha48a61ca.

Conformément aux dispositions des articles L331-22 du Code Forestier, la commune dispose d'un délai de deux mois pour exercer son droit de préférence aux prix de 3500€ .

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal

-déclare renoncer purement et simplement au droit de préférence des voisins institué par les articles L331-22 du Code Forestier, sur les parcelles ci dessus désignées

-déclare que la vente de ces parcelles boisées pour lesquelles il a reçu notification peut avoir lieu au profit de l'acquéreur originaire.

à l'unanimité (pour : 9 contre : 0 abstentions : 0)

réf : 2025/26 SOCIÉTÉ SPL-XDEMAT

Réunion de l'Assemblée générale sur la répartition du capital social - Acceptation des conditions

La société publique locale (SPL) dénommée SPL-Xdemat, a été créée le 27 février 2012 par les Départements de l'Aube, des Ardennes et de la Marne, en vue de fournir à ses actionnaires, des prestations liées à la dématérialisation.

Depuis, la commune de Serqueux a adhéré à la société ainsi que les Départements de la Haute-Marne, de l'Aisne, de la Meuse, des Vosges, et de Meurthe-et-Moselle, de nombreuses communes et plusieurs groupements de collectivités situés sur le territoire des 8 départements.

Au 5 avril 2025, SPL-Xdemat comptait 3 390 actionnaires.

Chaque année, conformément à l'article 225-100 du code du commerce, l'Assemblée générale de la société doit se réunir avant fin juin, pour approuver les comptes de l'année précédente et affecter le résultat, après présentation des rapports du Commissaire aux comptes.

À l'occasion de cette réunion, d'autres points peuvent lui être présentés tels qu'un point sur les mandats des commissaires aux comptes ou l'adoption d'une nouvelle version du règlement intérieur.

Depuis 2020, il a été décidé d'ajouter à ces points, l'examen de la répartition du capital social suite aux adhésions et sorties intervenues depuis la dernière assemblée.

En effet, tout au long de l'année, de nouvelles collectivités locales ou de nouveaux groupements de collectivités souhaitent devenir actionnaires de la société et achètent à ce titre une action de la société, modifiant la répartition de son capital social. Il arrive également que certains actionnaires décident de sortir de la société et revendent leur action, suite à leur disparition administrative ou faute d'utilisation des outils mis à leur disposition.

Ainsi, depuis fin mars 2024, 117 actions ont été vendues à des collectivités ou groupements de collectivités pour leur entrée au sein de SPL-Xdemat et 6 ont été rachetées pour permettre à 6 actionnaires de sortir de la société, faute d'utilisation des outils proposés. Ces transferts d'actions ont eu pour conséquence de modifier la répartition du capital social. Le capital social, divisé en 12 838 actions, est désormais réparti comme suit :

- le Département de l'Aube : 6 556 actions soit 51,07 % du capital social,
- le Département de l'Aisne : 627 actions soit 4,88 % du capital social,
- le Département des Ardennes : 263 actions soit 2,05 % du capital social,
- le Département de la Marne : 548 actions soit 4,27 % du capital social,
- le Département de la Haute-Marne : 252 actions soit 1,96 % du capital social,
- le Département de Meurthe-et-Moselle : 296 actions soit 2,31 % du capital social,
- le Département de la Meuse : 497 actions soit 3,87 % du capital social,
- le Département des Vosges : 346 actions soit 2,69 % du capital social,
- les communes et groupements de communes : 3 453 actions soit 26,90 % du capital social détenues par 3 382 actionnaires.

Sur ces 3 453 actions communales et intercommunales, 528 sont auboises, 559 axonaises, 364 ardennaises, 297 marnaises, 445 haut-marnaises, 642 meurthe-et-mosellanes, 129 meusiennes et 489 vosgiennes.

Ainsi, les 12 838 actions de la société, tous actionnaires confondus, se ventilent comme suit sur les 8 territoires départementaux de la SPL :

Territoire départemental	Nombre d'actions	%	Nombre d'actionnaires	%
Aube	7 084	55,18 %	501	14,78 %
Aisne	1 186	9,24 %	557	16,43 %
Ardennes	627	4,88 %	357	10,53 %
Marne	845	6,58 %	289	8,53 %
Haute-Marne	697	5,43 %	431	12,71 %
Meurthe-et-Moselle	938	7,31 %	637	18,79 %
Meuse	626	4,88 %	130	3,83 %
Vosges	835	6,50 %	488	14,40 %
Total	12 838		3 390	

Cette nouvelle répartition du capital social, détaillée dans la liste des actionnaires annexée à la présente, sera soumise à l'approbation de l'Assemblée générale de la SPL.

Or, selon l'article L. 1524-1 du Code général des collectivités territoriales, applicable aux sociétés publiques locales, « à peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale (...) sur la modification portant sur (...) la composition du capital (...) ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification ».

Il convient donc d'approuver la nouvelle répartition du capital social de la société SPL-Xdemat et d'autoriser le représentant de la collectivité à voter la résolution correspondante lors de la prochaine Assemblée générale de la société.

Il est donc proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver la nouvelle répartition du capital social de la société publique locale dénommée SPL-Xdemat, divisé en 12 838 actions, telle que figurant dans la liste des actionnaires annexée à la présente et faisant apparaître la ventilation territoriale suivante :

- le Département de l'Aube : 6 556 actions soit 51,07 % du capital social,
- le Département de l'Aisne : 627 actions soit 4,88 % du capital social,
- le Département des Ardennes : 263 actions soit 2,05 % du capital social,
- le Département de la Marne : 548 actions soit 4,27 % du capital social,
- le Département de la Haute-Marne : 252 actions soit 1,96 % du capital social,

- le Département de Meurthe-et-Moselle : 296 actions soit 2,31 % du capital social,
- le Département de la Meuse : 497 actions soit 3,87 % du capital social
- le Département des Vosges : 346 actions soit 2,69 % du capital social,
- les communes et groupements de communes : 3 453 actions soit 26,90 % du capital social détenues par 3 382 actionnaires ;

- donner pouvoir au représentant de la commune de Serqueux à l'Assemblée générale de la société SPL-Xdemat, pour voter cette nouvelle répartition de son capital social et la résolution en découlant, lors de sa prochaine réunion.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal accepte à l'unanimité les conditions énoncées ci dessus .

à l'unanimité (pour : 9 contre : 0 abstentions : 0)

Questions diverses :

- Nettoyage du clocher : Le maire propose de faire appel à une entreprise spécialisée pour nettoyer et désinfecter le clocher.
- Demande de subvention à l'UDAP pour mise en place de protections foudre sur le clocher de l'église . Affaire en cours

En mairie, le 06/05/2025
Le Maire
Christelle CLAUDE